

# SATOURINEWS

AOÛT 2022 | BILAN DE MANDAT ANNUEL

WWW.EUROPECOLOGIE.EU/DEPUTE-EUROPEN/MOUNIR-SATOURI

**MOUNIR  
SATOURI**

Député européen

**MON ACTIVITÉ EN BREF**

**Membre de** → Commission des affaires étrangères  
→ Commission de l'Emploi et des Affaires sociales  
→ Sous-commission « Sécurité et Défense »  
→ Bureau de la Délégation Francophone

**Membre suppléant de** → Sous-commission « droits humains »  
→ Délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et l'Union du Maghreb arabe

**Mandat spécial**  
→ Rapporteur permanent pour le Parlement européen sur l'Égypte

## D'une crise sanitaire, née de l'érosion de la biodiversité, à une crise géopolitique, illustrant cruellement notre dépendance énergétique... Voilà comment pourrait se résumer l'année que nous venons de traverser.

Cet enchaînement de crises démontre ce que nous, écologistes, prévoyions depuis longtemps : les questions environnementales, au cœur et interconnectées à toutes les autres - économiques, alimentaires, énergétiques, etc... - doivent trouver des réponses politiques courageuses et urgentes.

**Malheureusement, en Europe comme ailleurs, le court-termisme économique justifie l'inaction.**

Notre travail au Parlement européen n'a pas échappé à ce constat. Nous y avons pris toute la mesure des fragilités de notre modèle, notamment révélées par la crise en Ukraine : dépendance aux énergies fossiles car nous n'avons fait ni la mue énergétique, ni celle de la rénovation des logements, par facilité et intérêt à commercer avec les dictatures qui nous fournissent en gaz et en pétrole. Cette crise met également en lumière notre dépendance

alimentaire alors que nous aurions dû développer une plus grande souveraineté dans nos pays comme au sud de la Méditerranée... et en bout de chaîne, finalement, conséquence de nos choix, les inégalités sociales déjà criantes se renforcent. Seul·e·s les écologistes ont la capacité de répondre, de manière globale, à toutes ces problématiques liées.

**Seul·e·s les écologistes ont la maturité politique, la constance, la détermination nécessaires pour réorienter nos entreprises et nos sociétés, comme pour organiser leur résilience.**

De plus en plus nombreux à peupler les bancs d'hémicycles institutionnels - et j'en profite pour saluer nos nouveaux député·e·s - mais aussi au cœur de la société civile,

nous mettons et mettrons tout en oeuvre pour conquérir de nouveaux espaces de décisions, afin de contenir le réchauffement climatique et protéger la biodiversité.

**C'est un plaisir de travailler à vos côtés, de voir chaque jour tant d'engagement et de détermination pour que notre environnement, notre planète et notre humanité perdurent.**

**Merci.**

Mounir Satouri,  
le 1<sup>er</sup> août 2022





# **Salaire minimum : un grand pas en Europe, pas de changement en France**

## **MON OBJECTIF**

→ Après son adoption en septembre, je veillerai à ce que la directive européenne “salaire minimum” se mette en place dans chaque État Membre pour garantir un seuil minimal de vie décente à tous les salaires minimums dans l’UE.

**En janvier 2022, la France entamait sa présidence de l’Union européenne avec des velléités sociales. Si côté Europe, Emmanuel Macron s’est essayé à un nouveau rôle de défenseur des solidarités ; force est de constater que le compte n’y est pas pour la France et que le Président réélu n’a pas pris la mesure de la crise du pouvoir de vivre dans son pays.**

Le projet de directive relative aux salaires créera un cadre commun pour une amélioration des bas salaires au sein de l’Union européenne. Il s’agit de garantir, à terme, un niveau de vie décent aux 25 millions de travailleuses et de travailleurs européen·ne·s potentiellement concerné·e·s. Une avancée pour laquelle, en tant que représentant des écologistes dans les négociations, je me suis âprement battu.

### **Pour un réel “pouvoir de vivre” en Europe**

Première difficulté : la multiplicité des modèles européens. Certains États membres (Danemark, Suède, Finlande notamment) dénie le droit à l’Europe de se mêler de leur système social où la définition des salaires repose essentiellement sur les négociations collectives.

Deuxième difficulté : la création de marqueurs communs. L’enjeu était de taille, puisqu’il s’agit de définir des critères communs, des seuils liés au salaire médian et moyen de chaque pays, de lutter contre les “exceptions”. Bien sûr, cela reste une avancée au parfum de “trop peu” si l’on considère que les États restent libres de choisir parmi les critères communs, leurs critères définissant leur salaire minimum

décent. Mais ne nous y trompons pas, l’Europe sociale est en marche et c’est historique !

## **Les écologistes au Parlement européen appellent le « panier vert » : une mesure intégrée à la directive européenne sur les salaires minimums pour favoriser la consommation socialement et écologiquement responsable.**

À titre d’exemple, en Bulgarie, où la moitié de la population gagne moins de 4600 euros par an, le salaire minimum devrait augmenter progressivement, entraînant une dynamique positive de hausse des salaires de toute l’Europe. Nous avons donc gagné le combat, avec une volonté de convergence des salaires européens vers le haut, avec une définition fondamentale de la “décence” d’un salaire, avec une réduction des inégalités salariales. Travailler sans gagner sa vie décentement

demeure le lot de trop nombreux Européen·ne·s - les femmes, plus particulièrement. Il est temps de donner un réel "pouvoir de vivre" aux familles en créant une protection sociale nouvelle, et un "droit d'accès" à des produits de qualité. C'est l'objet de ce que les écologistes au Parlement européen appellent le « panier vert » : une mesure intégrée à la directive européenne sur les salaires minimums pour favoriser la consommation socialement et écologiquement responsable. Un coup de pouce aux familles en surplus d'un salaire décent, que l'on attend impatiemment en France.

### En France, les salaires sont maintenus à trop bas niveau

Côté français, le constat est plus sombre. Dans un contexte de violente crise sociale où le modèle français n'a eu de cesse d'être attaqué par le Président français, la protection de la directive européenne n'est pas décisive. Le salaire minimum n'a fait l'objet que d'un petit coup de pouce de 2,2% en 2021 (hors revalorisations automatiques annuelles indexées sur l'inflation) pour atteindre 10,57 euros bruts de l'heure, alors qu'il bondissait de 30% en Espagne suite à l'élection du gouvernement de Pedro Sánchez en 2018. Même chez nos voisins britanniques, dirigés par le conservateur Boris Johnson et à la culture libérale profondément ancrée, le salaire minimum a augmenté d'un tiers en cinq ans, dépassant désormais le Smic français.

La "révolution" macronienne n'a pas abouti à une déprécarisation des métiers aux temps partiels forcés (restauration, ménage, éducation...) ni des travailleurs des plateformes numériques. Et ce n'est pas la "prime Macron" qui changera la donne. Alors que l'inflation est partie pour durer et qu'elle touche plus fortement les plus précaires, il est incompréhensible que le Gouvernement s'en tienne à des mesures ponctuelles et n'utilise pas le levier du SMIC.

À l'heure où la question du pouvoir d'achat est au centre des préoccupations, le Président Macron devrait poser un acte fort sur les salaires, en sortant des logiques court-termistes et des logiques de primes, pour construire un modèle social garantissant à toutes et tous un niveau de vie décent.

Terrain

### Améliorer la rémunération des travailleurs et travailleuses en situation de handicap

En mars, en plein débat sur la question des bas salaires au Parlement européen, j'ai tenu à rencontrer différentes catégories de travailleurs dans leur quotidien. C'est ainsi que j'ai décidé de me rendre avec ma collègue eurodéputée verte allemande, Katrin Langensiepen, au Café Signes - un restaurant parisien tenu par des personnes sourdes et malentendantes. Animé par l'Établissement et service d'accompagnement par le travail (ESAT) Jean Moulin, cet établissement est un lieu de rencontre privilégié pour promouvoir l'insertion des personnes en situation de handicap.

Les ESAT sont des établissements médico-sociaux offrant un cadre de travail protégé et adapté aux personnes en situation de handicap. Un moyen de sortir de l'isolement et de favoriser l'autonomie sociale. Cependant, alors que le passage par ce dispositif devrait être temporaire et vécu comme un tremplin, il s'avère trop souvent une fin en soi dans le parcours des travailleurs concernés qui sont ainsi maintenus dans des conditions de travail inéquitables.

En lien avec l'Allocation aux adultes handicapés (AAH), la législation actuelle empêche toute évolution et toute hausse de salaires. Aux côtés d'autres élu·e·s écologistes, je porte des propositions pour encourager l'insertion professionnelle et lutter contre de telles discriminations : augmenter les possibilités de rémunération des personnes en situation de handicap, améliorer leur accès aux lieux de travail ainsi qu'à la médecine du travail.



Avec Katrin Langensiepen - Députée européenne Greens/EFA - à la rencontre des travailleur.euses des ESAT, le 11 mars 2022, au Café Signes (Paris).

# Les villes en proie à la spéculation des fonds d'investissement

## MON OBJECTIF

→ Je veux que l'Union européenne et ses États membres garantissent le droit humain au logement et luttent contre la financiarisation du logement.

**Le montant des profits ainsi réalisés sur le dos des habitant·e·s est astronomique.**

**Un rapport publié en janvier dernier par le Groupe des Verts/ALE révèle, données à l'appui, l'ampleur de la spéculation qu'exercent des grands fonds d'investissement sur le logement à travers l'Europe. Le document présente aussi les pistes d'action pour remédier à ce hold-up qui contribue à accroître la pauvreté.**

L'étude, intitulée Ma maison est une classe d'actifs : la financiarisation du logement en Europe, montre comment de investisseurs financiers, aidés par l'union des marchés de capitaux, achètent rapidement des quantités importantes de logements dans des villes européennes telles que Paris, Amsterdam et Barcelone, faisant ainsi grimper les loyers et les prix des maisons. Les grands investisseurs possèdent ainsi un total valorisé à plus de 1 700 milliards d'euros de logements en Europe. Le phénomène est connu sous le terme de "financiarisation du logement". Dit autrement, des dizaines de milliers de logements urbains sont accaparés par des acteurs institutionnels à des fins de placement spéculatif. Ces logements sont alors loués puis revendus, comme n'importe quel actif, avec une visée spéculative qui fait particulièrement grimper les prix.

## À qui profite vraiment le marché immobilier européen ?

Le fonds d'investissement Blackstone, par exemple, possède à lui seul 40 000 logements en Espagne et 77 000 dans d'autres pays européens. Et il ne se prive pas de faire valoir ses intérêts privés en menant un intense lobbying auprès des pouvoirs publics. Ainsi, s'est-il opposé à l'objectif du gouvernement espagnol d'allouer 30 % des parcs de logements institutionnels au logement social. Le montant des profits ainsi réalisés sur le dos des habitant·e·s est astronomique. Pour la seule ville de Berlin, on estime que les grands investisseurs institutionnels ont

réalisé un total de ventes immobilières qui avoisine les 40 milliards d'euros entre 2011 et 2021. A Paris, le montant atteindrait les 14 milliards d'euros. Dans les villes européennes, la hausse des loyers et des prix des logements mène les travailleuses et les travailleurs à dépenser jusqu'à 40 % de leurs revenus pour se loger, et accélère l'exclusion des familles les plus modestes des centres-villes.

## Le logement, un droit fondamental

Pour l'heure, l'UE est peu encline à lutter contre ce phénomène. Pire, des récentes initiatives européennes – dans le cadre de l'Union des marchés de capitaux et les révisions des exigences de capital de Solvabilité II pour les compagnies d'assurance – faciliteront davantage la transition des logements résidentiels de la propriété privée vers la propriété institutionnelle. Le Groupe des Verts/ALE se bat pour protéger le logement consacré comme un droit fondamental en droit international et comme un des principes du socle européen des droits sociaux. Nous avons donc demandé aux Ministres de l'Union européenne de mettre l'accessibilité au logement à l'ordre du jour des réunions de la présidence française. Nous voulons notamment porter des mesures de transparence sur ces pratiques spéculatives, mais aussi demander des comptes aux investisseurs en matière d'environnement (efficacité énergétique, rénovations) et en matière sociale (plafonnement des loyers). Une demande restée lettre morte.

Terrain

### Projection du film Push

Vous avez été nombreuses et nombreux à répondre à mon invitation à nous rejoindre au Parlement européen le 2 juin dernier pour la projection du documentaire PUSH. Une belle occasion de comprendre le phénomène de la financiarisation en mettant en lumière le quotidien de celles et ceux qui y sont confronté.es partout dans le monde. J'ai eu la chance d'introduire l'événement aux côtés de la Confédération Nationale du Logement. Alors que le droit au logement est garanti en droit, la France compte 5 millions de mal-logés. Pour Paris, les chiffres s'affolent : 1.500€ pour louer un 2-pièces ou 12.000€ le m<sup>2</sup> à l'achat dans un pays au revenu médian de 1600€/mois et dont 15% des habitant.e.s vivent en dessous du seuil de pauvreté. Avec 700.000 sans-

abris en Europe, les prix du logement s'emballent partout sous l'effet de la financiarisation et entravent l'accès au logement. Nous avons débattu avec l'ancienne Rapporteuse Spéciale des Nations-Unies sur le logement, aujourd'hui directrice du projet «The Shift» (Le Changement), Leilani Farha. Elle a dévoilé ce qui pourrait être le tout premier cadre législatif général pour lutter efficacement contre la financiarisation du logement conformément aux droits humains. A nous de poursuivre le plaidoyer pour encadrer les investissements en interpellant la Commission européenne et nos gouvernements européens !



## Interdire les stages non rémunérés

### MON OBJECTIF

→ Je veux que l'UE établisse un cadre juridique interdisant les stages, apprentissages et formations non rémunérés

Il est des sujets qui, lorsqu'on les aborde dans l'enceinte du Parlement européen, suscitent une étrange réaction : les parlementaires détournent le regard et font la sourde oreille. Il en va ainsi de la rémunération des stagiaires. C'est pourquoi le groupe Verts/Ale se mobilise à travers une campagne pour l'interdiction pure et simple des stages non rémunérés.

La question de la rémunération des stages est cruciale. Après avoir subi de plein fouet les conséquences des mesures sanitaires prises pendant la crise de la Covid - santé mentale, isolement, pauvreté -, les jeunes sont aussi les plus touchés par la précarité lors de leur entrée dans le monde du travail.

En France, au-delà de deux mois de stage, les stagiaires doivent être rémunéré.e.s. Par conséquent, bien des employeurs ne s'encombrent pas d'eux plus de deux mois et les jeunes enchaînent, de fait, les stages non rémunérés afin d'acquérir l'expérience professionnelle requise pour prétendre à un premier emploi. Cette spirale néfaste, marquée du sceau de l'insécurité financière, s'accélère alors pour ces derniers, contraints de trouver un second emploi, à demander l'aide de leurs

parents, ou à accepter de s'endetter. Les jeunes doivent être pris au sérieux, ce qui n'est pas le cas lorsque leur travail et leurs compétences sont dévalués. Le groupe écologiste a décidé de porter ce combat hors du Parlement en menant une campagne à destination du grand public pour soutenir les jeunes et s'assurer que tout le monde ait accès à des emplois décents au début de sa carrière.

### Si tu travailles, tu es rémunéré

En février 2022, le Parlement européen a voté une résolution pour donner aux jeunes européens les moyens de rebondir, dans le cadre de l'Année européenne de la jeunesse et dans une perspective post-Covid de notre société. L'occasion pour les écologistes de lancer une campagne et de faire savoir qu'acquérir de l'expérience professionnelle ne suffit pas et ne peut remplacer une rémunération juste ! Rejoignez-nous pour l'interdiction des stages non rémunérés et signez la pétition sur : [act.greens-efa.eu](https://act.greens-efa.eu)



# Un pas de plus vers l'égalité salariale femmes-hommes en Europe



## MON OBJECTIF

→ Je veux que l'Union européenne garantisse par une directive forte la transparence salariale afin de favoriser l'égalité femme-homme. Je veux que le champ d'application de cette directive soit large.

**Le constat de l'inégalité salariale entre les femmes et les hommes (en moyenne 16,5% de différence en France) est unanimement dénoncé en Europe. En revanche, seules certaines forces politiques prennent à bras le corps le sujet pour proposer des solutions concrètes à cette profonde injustice. Les écologistes européens sont de celles-ci.**

Premièrement, nous sommes parvenus à faire avancer l'accord sur le salaire minimum européen (voir p.2-3). Cette mesure va proportionnellement plus bénéficier à des travailleuses, qui sont davantage concernées par les emplois les moins rémunérés comme les services à la personne. Deuxièmement, nous défendons l'élargissement et l'allongement du droit de congé paternité à tous les hommes en Europe. L'insuffisance du congé paternité nuit gravement à l'égalité salariale, dans la mesure où cette situation entraîne, à la naissance des enfants, un décalage des carrières entre les conjoints qui est très majoritairement défavorable aux femmes.

## Révéler l'inégalité pour mieux la combattre

Mais surtout - et c'est là sans doute le point le plus révoltant - nous savons que la discrimination salariale se manifeste aussi de façon directe. C'est-à-dire que

même à poste équivalent, même au sein d'une même entreprise, l'écart salarial entre hommes et femmes perdure. Combattre cette inégalité suppose au préalable de la rendre visible, pour qu'elle devienne encore plus insupportable. C'est pourquoi le groupe écologiste au Parlement européen s'est battu pour obliger les entreprises des 27 pays de l'Union européenne à publier des données régulièrement sur leurs écarts de rémunération interne.

La directive proposée par la Commission européenne à la fin de l'année 2021 restait toutefois bien timide. Elle proposait un seuil de 250 employé·e·s pour délimiter le champ d'application de cette mesure. Autrement dit : une fausse promesse au parfum de trahison pour les travailleuses et les travailleurs de l'Union. La co-rapporteuse pour ce texte au Parlement européen, l'écologiste danoise Kira Peter Hansen, a obtenu que les Eurodéputé·e·s demandent l'abaissement du seuil à 10 employé·e·s, dans le cadre d'un mandat de négociation voté en avril 2022.

Pour remporter cette première victoire, nous avons fait campagne avec les syndicats contre l'attaque de nombreux conservateurs à l'égard du texte au Parlement européen. Maintenant, il faut que le Conseil suive les ambitions du Parlement européen pour aboutir à une directive que nous devons à toutes nos travailleuses européennes !

Twitter

@MounirSatouri 5:53 PM . 9 déc. 2021.

Pour protéger les travailleurs-ses des **#plateformes** la **#Commission** européenne propose aujourd'hui de les présumer salarié·e·s et non indépendant·e·s.

Nous **@GreensEFA** nous sommes battus au Parlement européen pour cela !

Les algorithmes ne doivent pas être patrons !

**#platformworkers**

# Les plateformes ne pourront plus se cacher derrière leurs algorithmes

**Plus de 28 millions de personnes dans l'Union Européenne travaillent aujourd'hui par l'intermédiaire de plateformes de travail numériques, tous métiers confondus (transports, hébergement, alimentation, services à la personne, etc.). Grâce à leur persévérance, les écologistes ont obtenu des progrès dans la régulation de l'économie des plateformes et dans la protection du droit du travail.**

Les libéraux expliquent généralement que l'économie des plateformes est trop complexe à réguler, du fait de son caractère multisectoriel. Or, le business model de ces entreprises repose précisément sur un contournement et un évitement généralisé du droit du travail. Chauffeurs, livreurs, préparateurs de commande, personnels de ménage sont largement privés des droits essentiels auxquels peuvent normalement prétendre les travailleuses et travailleurs : salaire minimum, congés payés et protection sociale ! Avec mes collègues écologistes, je plaide pour que les pouvoirs publics mettent les entreprises devant leur responsabilité d'employeuses et arrêtent de se cacher derrière des algorithmes.

## Des plateformes régulées

La proposition législative de la Commission Européenne, présentée le 9 décembre 2021, valide en grande partie les orientations du rapport de la commission parlementaire sur l'Emploi et les Affaires sociales dont je suis membre. Ce texte apporte des progrès concrets dans la régulation de l'économie des plateformes et dans la protection du droit du travail.

La Commission reprend la proposition du Parlement d'instaurer une présomption de relation de travail. Cela rendrait, pour l'heure, jusqu'à 4 millions de ces personnes éligibles à un contrat de travail avec des droits à un salaire minimum, des congés de maladie et des congés payés. Cela implique aussi que, dans les litiges juridiques concernant le statut d'une travailleuse ou d'un travailleur de plateforme, celle-ci ou celui-ci devra être présumé·e salarié·e (et non in-

dépendant·e). Ce serait à la plateforme de prouver le contraire. Ce renversement est d'une importance primordiale, la plupart du droit du travail s'appliquant aux salarié·e·s et non aux indépendant·e·s.

Les écologistes ont aussi poussé le Parlement à demander des garde-fous à la gestion algorithmique du temps de travail et des rémunérations. Le principe d'une surveillance humaine des algorithmes doit être consacré, notamment en ce qui concerne le prix ou la répartition des tâches, et ce pour tous les travailleuses et travailleurs, même en dehors du modèle des plateformes. Les décisions prises par les algorithmes doivent être réversibles, transparentes, non discriminatoires et il doit y avoir un dialogue entre les partenaires sociaux sur l'introduction d'algorithmes. La proposition doit interdire la surveillance constante des travailleuses et des travailleurs - en particulier lorsqu'elle entraîne un danger pour la santé physique ou mentale.

## La bataille législative suit son cours

En revanche, certains progrès sont freinés par la droite et le centre-droit au Parlement européen et par certains États membres, dont la France. Sous leur pression, la responsabilisation des plateformes en tant qu'employeuses a échappé au rapport du Parlement malgré le combat du groupe écologiste. J'ai en effet farouchement défendu l'idée que lorsque les plateformes sont des employeuses, elles doivent se conformer à toutes les obligations et responsabilités des autres employeurs du même secteur d'activité, y compris fiscales.

Depuis le début de l'année 2022, la

procédure législative ordinaire suit son cours. Le Parlement européen examine la proposition de la Commission pour élaborer sa position, après quoi les négociations débiteront avec les États membres, représentés au sein du Conseil de l'Union Européenne. La position du Conseil sera bien sûr clé, et il est inacceptable que la France ait porté la position d'accroître la sélectivité des critères pour déclencher la présomption de salariat. La bataille législative se poursuit et vous pouvez compter sur moi pour la mener jusqu'au bout.



### Terrain

Depuis décembre dernier, j'ai rencontré à plusieurs reprises deux représentants de l'Intersyndicale Nationale VTC (syndicat INV), Brahim Ben Ali et Rachid Laddi. Ce syndicat défend les conditions de travail des chauffeurs et lutte contre l'ubérisation de leur profession. Nous avons notamment abordé ensemble les dispositions législatives qui, selon eux, seraient les plus efficaces à long terme pour protéger les travailleurs des plateformes, dont on estime qu'ils seront 43 millions en Europe en 2025.



Échange avec Brahim Ben Ali, de l'Intersyndicale Nationale VTC (syndicat INV),



## Fonds social pour le climat : aider les personnes vulnérables à bifurquer

Devant le Parlement européen, le 6 juillet 2022, aux côtés des manifestants, contre l'inclusion du gaz et du nucléaire dans la taxonomie verte

### MON OBJECTIF

→ Je veux que le Fonds social pour le climat bénéficie aux foyers et personnes les plus vulnérables face à la montée des prix de l'énergie. Ce fonds étant trop limité pour pouvoir garantir cette action et soutenir les PME, je m'oppose à ce que ce fonds soit utilisé pour les PME.

**Je me suis particulièrement investi dans la création du Fonds social pour le climat, un outil de redistribution qui vise à rendre la transition écologique soutenable pour les ménages pauvres et modestes. C'est un des volets du "paquet climat" adopté le 28 juin dernier. Si ce dernier comprend de nombreuses lacunes, ses chances de réalisation sont confortées par l'existence de ce fonds, qui pense ensemble "fin du monde" et "fin du mois".**

Le défi climatique engage la survie de l'humanité. Il ne sera relevé qu'à l'échelle des continents. La mobilisation de l'Union européenne est donc décisive pour sortir des égoïsmes nationaux et réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. L'objectif est clair : réduire de 55% ces émissions en 2030, par rapport au niveau de 1990. Il est placé au cœur du "paquet climat" ou "green deal", un groupe de 12 textes législatifs adopté in extremis en juin dernier, deux jours avant la fin de la Présidence française de l'Union européenne.

### Un important volet social

Ce paquet climat comprend des mesures emblématiques, comme la fin de la vente des véhicules thermiques en 2035. Il intègre également des régressions et des

demi-mesures, comme le recul de l'application d'une véritable taxe carbone à 2036. Il acte aussi un volet social important, avec la création d'un Fonds social pour le climat, dossier particulièrement suivi par les parlementaires écologistes. Car pour les écologistes, la transition écologique ne se fera que dans la justice sociale. On le sait, les pollutions et émissions de gaz à effet de serre proviennent essentiellement des sociétés et classes privilégiées. Mais les effets du réchauffement climatique sont avant tout subis par les pays et ménages pauvres. La triple peine serait de leur faire payer plus que les autres le prix de la transition. Par exemple, si dans les régions industrielles il faut fermer les centrales au charbon, pas question de laisser les travailleuses et travailleurs sur le carreau. Il faudra pouvoir les former et les accompagner

vers des parcours de conversion et de retour à l'emploi, leur donner un accès garanti et privilégié aux services publics et même, parfois, contribuer au versement d'un revenu minimum garanti.

Le Fonds social pour le climat permettra aux États membres de financer les mesures de transition pouvant toucher les secteurs de l'énergie, de la rénovation thermique ou encore des transports. Il sera doté de 59 milliards d'euros, mis à disposition des États membres pour construire des "plans sociaux climat" jusqu'en 2032. En bout de chaîne, les ménages défavorisés pourront bénéficier d'aides pour se chauffer, pour se loger, pour rénover leur logement... L'idée étant de compenser les hausses de prix liées à l'instauration d'une taxe carbone à 360 degrés, touchant les industries du bâtiment et du transport, et pas seulement les fournisseurs d'électricité comme aujourd'hui. Fin du monde, fin du mois, même combat ! Avec les écologistes, nous continuerons à suivre l'application de ce Fonds social pour le climat, incontournable pour engager une véritable transition énergétique.

## L'énergie nucléaire n'est ni propre ni bon marché.

### Pays-lobby du nucléaire, la France tire l'Europe vers le bas

Si ce paquet climat va dans le bon sens, les écologistes ont regretté certaines décisions. Alors que l'adoption du "paquet climat" et l'embargo sur le gaz et le pétrole russes démontrent un début de volontarisme européen, la fête est gâchée par l'obsession française pour le nucléaire. En nouant une alliance honteuse avec les pays producteurs de gaz, la France a obtenu que l'énergie nucléaire soit classée "énergie verte", au même titre que le gaz. C'est une aberration écologique qui permettra de flécher des financements dédiés à la transition énergétique vers le nucléaire.

C'est aussi un passage en force et un déni démocratique, les députés européens ayant voté contre cette "taxonomie" pour privilégier au contraire les énergies renouvelables, seules énergies réellement vertes. Cette obstination à soutenir une industrie dangereuse, sale et dispendieuse va donc ralentir la transition et obérer l'objectif de neutralité carbone visé par l'Union européenne en 2050.

Rappelons que, contrairement à ce que répète sans cesse le gouvernement français dans un aveuglement qui relève du fanatisme, l'énergie nucléaire n'est ni propre ni bon marché. Elle nécessite d'extraire quantité de matière fossile, notamment de l'uranium dans des mines africaines, et cette industrie multiplie les fiascos et les surcoûts. Edf n'a en effet toujours pas livré l'EPR de Flamanville, un chantier démarré en 2007 ! Une impasse technologique et un fardeau pour les générations qui coûte cher aux contribuables. Quand on sait que la moitié du parc nucléaire français est à l'arrêt, notamment à cause du réchauffement durable des rivières, il est plus que temps que l'État français sorte du déni.

Twitter

@MounirSatouri 3:42 PM . 12 mars 2022 .

Marche pour le climat -Paris- Nation

#LookUp 🌻🌍

Tentons de fixer tous les regards sur l'urgence climatique, à l'heure où le dernier rapport du #GIEC est passé sous silence, de manière consciente et irresponsable



# Compromissions avec la dictature Égyptienne : la honte de la France



## MON OBJECTIF

→ Je veux que l'Union européenne cesse de fermer les yeux sur la dictature d'Al Sissi, protège les droits humains et favorise le retour à la démocratie en Egypte. Je veux que l'UE et ses États membres fassent de la libération des prisonniers politiques une priorité dans cette relation, et que tout rapprochement économique soit conditionné de manière forte à l'amélioration de la situation démocratique. Je combats tout soutien budgétaire direct au régime d'Al Sissi, contraire à l'axe voulu par le Parlement européen.

**La France sait donner des leçons. Elle sait aussi s'asseoir sur ses principes. C'est le cas quand, allant à l'encontre des votes du Parlement européen exigeant de la fermeté face au régime dictatorial égyptien, la France se vautre dans la compromission en coopérant militairement et économiquement avec le régime du maréchal Al Sissi.**

À quoi reconnaît-on une dictature? Quand elle enferme ses opposant·e·s. En Égypte, les associations de défense des droits humains recensent un nombre ahurissant de près de 60 000 prisonnier·e·s politiques. Militant·e·s des droits humains, étudiant·e·s, journalistes, avocat·e·s : la plupart du temps enfermé·e·s sous le faux prétexte de la lutte contre le terrorisme. Les rapports d'exécutions extrajudiciaires en masse, de tortures et de conditions de détention inhumaines se font de plus en plus accablants.

Contre cette atteinte aux libertés, les sociétés civiles de plusieurs pays se mobilisent pour faire libérer les prisonnier·e·s. Parfois, les mobilisations portent leurs fruits. C'est le cas pour Ramy Shaath, figure de la révolution égyptienne qui a passé plus de deux ans en prison sans cause aucune, et qui a fini par être libéré en janvier 2022. La mobilisation doit se poursuivre et s'amplifier pour obtenir la libération des autres prisonnier·e·s, comme Alaa Abdelfattah, icône de la Révolution de 2011 dont la santé s'est dégradée après une grève de la faim, ou encore Ahmed Samir Santawy, un étudiant accusé d'avoir critiqué le régime sur les réseaux sociaux.

## L'insoutenable vénalité française

Dans ce contexte, l'attitude égoïste et court-termiste de la France est inacceptable. La "patrie des droits de l'Homme" montre ici un visage de vendeur d'armes sans scrupule. Par pur appât du gain, la France sape les efforts de diplomatie eu-

ropéenne en faveur des droits humains pour soutenir ses industriels de la guerre. On connaît bien sûr le méga contrat des avions Rafale, le coûteux avion de chasse du groupe Dassault qui a fait l'objet d'un nouvel accord commercial en 2021 pour la somme de 4 milliards d'euros. En 2015 déjà, lors du mandat de François Hollande, la France avait signé un contrat de 5,6 milliards d'euros pour 24 Rafale et 2 navires de guerre. Emmanuel Macron a repris le flambeau, accueillant en grande pompe le Président Al Sissi à Paris et en lui décernant la légion d'honneur. Une tâche indélébile... à l'honneur de la France. Une attitude d'autant plus déplorable que le Président français, comme son prédécesseur, était informé du détournement de moyens militaires déployés en Égypte (Opération Sirli) pour lutter contre la potentielle entrée sur le territoire égyptien de terroristes libyens. En réalité, les militaires français chargés d'opérations de surveillance aérienne étaient utilisés par leur "client" pour lutter contre les contrebandiers.

## La réponse de Von Der Leyen à Mounir Satouri

On connaît encore moins les entreprises françaises de cybersurveillance, qui vendent leur technologie pour aider le régime égyptien à surveiller et à contrôler sa population civile, comme l'a révélé le média indépendant Disclose. Ici le cynisme est total. Avec le soutien du gouvernement français, le groupe Dassault - encore lui - ainsi que Nexa et Thalès, ont développé et vendu à l'équivalent de

la CIA égyptienne, le MID, des technologies de surveillance de masse. En cela, la France s'est affranchie de la régulation européenne en matière de vente d'armes et de systèmes de surveillance.

C'est ce que j'ai rappelé en tant que membre de la sous-commission des droits humains, à Ursula Von Der Leyen, Présidente de la Commission européenne. En réponse, cette dernière a saisi les autorités françaises et lancé une enquête dont on attend avec impatience les

résultats. Les autorités françaises, elles, toute honte bue, ont refusé de répondre. On comprend pourquoi. Dans l'hémicycle du Parlement européen, j'ai appelé à revoir de fond en comble la relation des pays membres de l'Union européenne avec l'Égypte, en remettant à plat les échanges financiers et commerciaux et en appliquant, enfin, des sanctions pour ne pas laisser impunies les violations des droits humains, largement documentées par plusieurs rapports d'Amnesty international.

## L'Union doit prendre un rôle proactif dans le voisinage sud

### MON OBJECTIF

→ Je veux que l'Union européenne cesse de placer les questions migratoires et commerciales au centre de son partenariat avec le voisinage sud. Je veux que ces relations deviennent plus multilatérales et équilibrées, et que les droits humains et la démocratie soient de réels critères de conditionnalité des partenariats de l'UE avec nos voisins méditerranéens.

**Un bref coup d'œil chez nos voisins méditerranéens suffit à prendre la mesure de l'échec de la politique européenne de voisinage. Tensions diplomatiques, droits humains malmenés, répression zélée, état de droit menacé, crise sociale exacerbée : le voisinage sud fait face à de nombreux défis que l'UE n'a pas su accompagner. Je n'ai cessé de dénoncer l'approche européenne focalisée sur le contrôle migratoire.**

En déléguant le contrôle de ses frontières, la politique européenne génère et cautionne des violations massives des droits des migrants.e.s. Ce faisant, elle enferme nos relations avec les pays du Sud dans un chantage inacceptable et mine complètement notre légitimité et notre capacité à promouvoir les droits humains. Il est pourtant urgent que l'UE participe au développement socio-économique de la région en conditionnant les aides directes aux gouvernements au respect des droits humains. En tant que rapporteur permanent sur l'Égypte, je suis particulièrement préoccupé par l'efficacité de notre action pour améliorer la situation des citoyens égyptiens.e.s. Il est de la plus haute importance que l'UE respecte la conditionnalité des droits humains dans son engagement avec l'Égypte. C'est pourquoi j'ai dénoncé l'aide budgétaire directe au gouvernement d'Al Sissi avalisée par la Commission ainsi que le renouvellement du partenariat avec l'Égypte en juin 2022, sans véritable engagement de l'Égypte pour le respect des droits humains. De mon point de vue, il est également essentiel que l'UE promeuve une redistribution appropriée des richesses. Ces dernières années, les réductions des dépenses publiques égyptiennes ont contribué à une

augmentation marquée de la pauvreté en Égypte. Entre 2015 et 2018, la proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté est passée de 26 à 32%.

### Porter en commun la transition verte

Je crois fermement au potentiel du partenariat renouvelé de l'UE avec le voisinage méridional si l'UE et ses États membres adoptent une position plus ferme et plus claire sur la démocratie, l'État de droit et la redistribution des richesses. Des intérêts commerciaux à court terme ou notre obsession sécuritaire ne peuvent plus guider l'action européenne. Nous devons aussi participer plus activement à la transition verte de la région. Nos destins sont liés autour des deux rives de la Méditerranée. Il est crucial, pour le succès du Green Deal en Europe, d'aider nos voisins à mettre en place des politiques durables dans des secteurs tels que la transition énergétique et l'agriculture.

## DROITS HUMAINS



# Les écologistes aux côtés des femmes afghanes

### MON OBJECTIF

→ Je veux que l'Union européenne renforce son aide humanitaire envers l'Afghanistan et qu'elle ne reconnaisse pas le régime des Talibans. Je veux que l'Union et ses États membres défendent les femmes afghanes dont les droits ne font que régresser. Je veux que les États membres accueillent les réfugiés afghans dignement et selon le droit international de l'asile.

Twitter  
@MounirSatouri 5:10 PM.  
2 févr 2022.

Alors que les journées dédiées aux #Afghanes du Parlement se terminent, ne laissons pas les discours lettre morte.

Ayons une vraie politique d'**#accueil**

Ne normalisons pas les relations diplomatiques avec les talibans!

@GreensEFA @eurocolos

👉 <https://europeecologie.eu/parrainage-de-khatira...>

L'Afghanistan est un crève-cœur pour les démocrates du monde entier et en particulier pour toutes celles et ceux qui sont attachés à l'égalité et à l'émancipation des femmes. Depuis le retour au pouvoir des Talibans à l'été 2021, les femmes et filles afghanes subissent une dramatique régression de leurs droits et de leurs conditions de vie. Avec les élu·e·s écologistes au Parlement européen, nous sommes attachés à maintenir leur cause au centre de l'agenda diplomatique européen. Pour ne jamais les oublier et faire perdurer la pression sur le régime totalitaire de Kaboul.

### Refuser la normalisation diplomatique

En février 2022, le Parlement européen organisait une série d'événements dans le cadre des Journées des femmes afghanes. J'y participais avec d'éminentes femmes afghanes, notamment les finalistes du prix Sakharov 2021 nommées par le groupe des Verts/ALE. J'ai exprimé mon respect et mon soutien envers la résistance des Afghanes et des Afghans qui luttent au quotidien contre les talibans. J'ai appelé les États membres de l'Union européenne à rejeter toute tentative de normalisation des relations diplomatiques envers le régime : "Il n'y a aucun visage respectable chez les talibans et aucune reconnaissance officielle du régime n'est possible". J'ai par ailleurs rappelé aux États membres leurs engagements en matière d'accueil des exilé·e·s.

Sur ce point, la France a fait défaut en refusant l'asile à une jeune femme de 14 ans, Khatira, menacée de mariage forcé en Afghanistan. A l'occasion des Journées des Femmes afghanes, je l'ai invitée au Parlement européen pour lui apporter mon parrainage républicain.

### Conflit Israélo-Palestinien

Je veux que l'Union européenne fasse davantage pression sur son partenaire israélien pour que les droits des Palestiniens soient pleinement respectés et que l'État de Palestine puisse exister et être gouverné de manière indépendante. Je veux que l'UE lutte contre l'impunité des forces armées et de certains décideurs politiques israéliens dans la violation du droit humanitaire et des droits humains. Mes appels lors de l'assassinat de la journaliste Shireen Abu Akleh, lors de l'attaque des 6 ONGs palestiniennes par une décision israélienne ou encore à condamner toute annexion israélienne ne sont que quelques exemples emblématiques. Je veux que l'UE et ses États Membres soutiennent un processus de paix sur la base de la solution à deux États et des frontières décidées en 1967.

# Pour la paix, pour le climat : s'affranchir du joug énergétique russe



Le 24 février 2022, la Russie envahissait l'Ukraine, dans la sidération générale. Paranoïaque et violent, le régime de Poutine se drapait dans un discours nationaliste et mensonger pour étendre ses frontières vers l'ouest, aux dépens de la souveraineté territoriale ukrainienne. Dès le début du conflit, et même avant, les écologistes ont proposé une position alliant fermeté et sanctions économiques. Ne pas ajouter de violence à la violence et rejeter toute compromission avec les criminels de guerre, telle est la ligne que nous nous sommes fixée, en axant nos propositions sur l'économie et l'énergie, pour couper à la source le carburant de la guerre.

## Pour arrêter la guerre, arrêtons de la financer.

En avril 2022, l'UE décidait d'un embargo sur le charbon russe et fin mai 2022, d'un embargo sur le pétrole. Des décisions importantes, car même si une partie des ressources énergétiques russes pourront être écoulées en Chine ou en Inde, le coût économique sera lourd pour l'oligarchie poutinienne. Bien sûr, je continue à appeler à un embargo sur le gaz russe. La proposition de la Commission pour amoindrir ces importations est bienvenue même si certains pays européens comme la Hongrie restent encore liés économiquement et politiquement à la Russie. Et certains pans énergétiques, comme l'énergie nucléaire produite par Rosatom – société d'État créée par Poutine en 2007 – échappent encore aux sanctions européennes. Mais l'histoire retiendra que l'Europe aura su s'unir face au tyran.

## Nos armes : sobriété et renouvelable

Reste désormais à nous autonomiser pleinement. Une gageure quand on sait que la moitié de nos importations de gaz et de charbon viennent de Russie. Rien ne sert de remplacer une dépendance à une autocratie gazière par une autre : c'est pour cela que nous avons critiqué l'accord gazier passé récemment avec l'Égypte. Sobriété et renouvelable sont nos meilleures armes. Les écologistes seront en première ligne pour construire un modèle énergétique européen indépendant et durable, pour flécher les investissements vers les économies d'énergie et vers les énergies renouvelables, et pour sortir de l'agro-industrie et des engrais énergivores. Pour la paix, pour le climat, c'est notre combat pour le siècle à venir.

## Les écologistes mettent la pression pour combattre le travail forcé en Chine

Les écologistes dénoncent depuis longtemps les crimes contre l'humanité et risques sérieux de génocide perpétrés par le régime chinois à l'encontre des Ouïghours. On réclame avec force l'interdiction des marchandises issues des camps de travail forcé et le renforcement des sanctions contre les dirigeants chinois actuellement visés par une enquête de l'Union européenne.

L'Union européenne, deuxième marché du monde pour les exportations chinoises, a longtemps fait preuve de complaisance vis-à-vis du régime de Pékin. Les choses pourraient bien changer. Les écologistes du Parlement européen se mobilisent pour faire pression sur la Commission européenne afin qu'elle mette enfin en place des outils de régulation contre l'esclavage moderne. Nous réclamons l'instauration d'un nouvel instrument commercial permettant d'interdire l'importation au sein du marché européen de tout produit issu du travail forcé. Concrètement, les marchandises suspectes seraient, grâce à cette nouvelle base légale, stoppées aux frontières. Les fournisseurs seraient dans l'obligation, sous peine de saisies et sanctions, d'apporter des preuves quant à leur provenance. Nous continuons notre combat pour protéger les 25 millions de travailleuses et de travailleurs contraint·es au travail forcé dans le monde, dont 6 à 10 millions d'enfants.

Twitter

@MounirSatouri 9:29 AM · 5 Juil. 2022.

35 enfants français et 16 mères rapatriés des camps syriens. Nous le réclamions depuis longtemps.

Cette action faisant montre d'humanité et de responsabilité de la part du gouvernement doit s'étendre au plus vite à tous les enfants qui courent de graves dangers en #Syrie

## Le désarmement nucléaire, plus important que jamais

### MON OBJECTIF

→ Je veux promouvoir ce nouveau traité que le gouvernement français refuse et je veux que les pays dotés, notamment en Europe, travaillent plus sérieusement au désarmement. À mon initiative, un groupe de parlementaire européen s'est rendu à Vienne pour la première "COP" de ce traité historique.

**Cette année a été marquée par une avancée de taille pour le désarmement nucléaire : la première Réunion des États parties du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) a eu lieu à Vienne. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, voulue par une Russie qui possède l'arme nucléaire, un risque inacceptable pèse sur le continent (et au-delà). Malgré cela, la France continue sa politique de l'autruche envers le TIAN, et les institutions européennes restent sous influence des défenseurs du nucléaire militaire. En tant que coordinateur du groupe des eurodéputé-e-s écologistes sur ces questions, je défends un engagement renouvelé des pays membres - et notamment de la France, dernier État doté de l'arme nucléaire dans l'UE - pour parvenir à des avancées significatives dans ce domaine.**

Le Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), entré en vigueur le 1er septembre 2021, constitue un espoir et une avancée de taille vers la dénucléarisation en Europe et dans le monde. Il bannit enfin la classe d'armes la plus destructrice et la plus inhumaine jamais créée. Toutefois, malgré l'activisme de nombreux États de bonne foi (Autriche, Costa Rica, Mexique, Brésil...) et des organisations comme le Comité International de la Croix-Rouge ou ICAN, la France (dotée de 300 têtes nucléaires) s'était déjà démarquée en menant une campagne internationale aux côtés des États-Unis pour le boycott du processus d'élaboration du traité, puis du traité lui-même.

Aux côtés de la société civile, j'ai dénoncé l'absence de la France et de l'UE à la première réunion des États parties, sorte de "COP" du TIAN, et décidé avec le sénateur communiste Pierre Laurent d'im-

pulser la création d'un groupe d'amitié du TIAN à la nouvelle Assemblée nationale.

### Mener la contre-offensive au Parlement européen

La construction européenne doit favoriser un consensus durable sur l'importance de la suppression progressive des armes nucléaires pour aller vers une pacification des relations diplomatiques et une paix durable. C'est d'ailleurs un des objectifs officiels des orientations stratégiques de l'UE. Pourtant, les États membres nous ont montré ces derniers mois à quel point les divergences restaient grandes dans ce domaine. L'Allemagne, dirigée par un gouvernement incluant les écologistes, a décidé de se constituer comme État observateur au TIAN, tout comme la Belgique, les Pays-Bas, la Finlande et la Suède. L'Autriche, l'Irlande et Malte sont eux membres du TIAN.

## Parallèlement, la pression des États possesseurs d'armes nucléaires et de certains États vivant "sous parapluie nucléaire", sape les positions des institutions européennes.

Refusant de laisser s'installer l'offensive anti-désarmement, les Verts/ALE ont voté contre un texte du Parlement trop faible en la matière, guidé par un groupe socialiste incohérent et affaibli plus encore par les eurodéputé·e·s En Marche et autres libéraux français. Ceux-ci, depuis la nouvelle législature, font pencher le Parlement vers une position anti-désarmement nucléaire. Car telle est la ligne d'Emmanuel Macron.

Rappelons que le Parlement européen a été historiquement très favorable à la ratification du TIAN. Plusieurs eurodéputé·e·s, y compris des centristes et des conservateurs, ont répondu à mon appel pour nous rendre sur place à Vienne et soutenir le traité. Et nous continuerons, comme toujours, d'œuvrer à la promotion du désarmement nucléaire.

### Réparer les impacts humains et environnementaux des essais nucléaires

Au Parlement européen, nous avons obtenu de faire appel à ce que l'UE s'implique dans la remédiation des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires. Les conséquences sur l'environnement et la santé des populations sont toujours d'actualité, notamment pour les essais français réalisés en Polynésie et en Algérie. Le défaut de prise en charge par les États responsables est inacceptable

Cela s'illustre dans des demi-mesures comme la Loi Morin, qui n'a jamais dédommagé un seul Algérien. L'Union européenne doit jouer un rôle également, comme elle l'a fait dans l'élimination des mines anti-personnelles par le passé.

### UE et États-Unis : un besoin de collaboration et d'émancipation

L'élection de Joe Biden a redonné espoir dans la coopération entre les États-Unis et l'Europe. Je me suis exprimé en octobre dernier en séance plénière du Parlement européen sur ma vision de cette relation importante

"L'Europe est dans une position de choix pour entraîner les États-Unis à relever les grands défis du temps.

Le premier défi – le plus grand – est la lutte contre le changement climatique et le déclin de la biodiversité. [...] Cela passe par une fiscalité internationale des entreprises juste, et une révision profonde des règles de l'OCDE sur l'échange de renseignements en matière fiscale.

[...] Faisons front contre les crimes commis à l'encontre des Ouïghours, contre la détention des prisonniers politiques en Égypte. Mais nous ne devons pas être aveugles face aux violations dans nos propres régimes politiques. [...] Il est sain aussi, de ne pas détourner le regard lorsque l'administration américaine envisage un centre pour migrants à Guantanamo.

[...] Enfin, les États-Unis ne soutiennent pas toujours les intérêts européens et agissent souvent de manière unilatérale. N'oublions pas l'évacuation chaotique d'Afghanistan : ses conséquences humaines dramatiques auraient pu être mieux évitées si les États-Unis avaient mieux consulté leurs alliés européens. Tirons des leçons pragmatiques pour des relations transatlantiques plus équilibrées. Et construisons enfin une politique étrangère et de sécurité européenne unie et émancipée.



En séance plénière du Parlement Européen, le 5 octobre 2021

# L'Union européenne doit faire respecter les critères européens sur les ventes d'armes



© Disclose

## MON OBJECTIF

→ Je veux que les critères européens d'exportations d'armes soient respectés, et pour ce faire, qu'ils soient incorporés dans un nouveau règlement européen à ce sujet, à l'instar des biens à double-usage (règlement européen qui active la compétence de la Cour de justice de l'UE).

Twitter

@MounirSatouri  
5:45 PM . 30 Juin 2022.

Journée d'échanges riches à la #CourPénaleInternationale, qui fait un travail essentiel que l'UE doit continuer à soutenir  
J'ai fait part de ma préoccupation qt au lent avancement des dossiers

👉 #Palestine (ntmt au vu de l'assassinat de #ShireenAbuAkleh)  
👉 #ventes d'armes

**La guerre menée par la Russie en Ukraine pose avec urgence la question de la responsabilité des pays européens dans la vente d'armes aux régimes autoritaires. Depuis 2008, l'Union s'est dotée de critères juridiquement contraignants sur ces exportations. Pourtant, d'année en année, ces règles continuent d'être bafouées.**

Dans le domaine des ventes d'armes aux régimes autoritaires, la France pointe au tableau des très mauvais élèves. Ainsi en novembre 2021, le média d'investigation Disclose révélait les dessous d'une mission secrète baptisée "Sirli", véritable scandale d'État. Par cette opération débutée en 2016, la France a aidé la dictature d'Abdel Fattah Al Sissi à localiser des civils soupçonnés de contrebande, puis à les abattre en dehors de tout cadre légal. Tout porte à croire que les dirigeants français, à commencer par les présidents de la République François Hollande et Emmanuel Macron étaient parfaitement au courant de la collaboration française à ces assassinats ciblés.

## Un dictateur particulièrement choyé

Il faut dire que Le Caire est un bon client. Achat d'outils made in France de répression numérique et acquisition de 30 avions Rafale pour 4 milliards d'euros méritaient bien la décoration de la grande-croix de la Légion d'honneur qu'Al Sissi a reçue des mains d'Emmanuel Macron en décembre 2020... Même stratégie vis-à-vis des régimes autoritaires de la région du Golfe persique. La France aurait autorisé, en 2016, la livraison de près de 150 000 obus à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis pour alimenter la sale guerre du Yémen. 350 millions d'euros au service de crimes de guerre.

## Derrière les beaux discours de fermeté, Paris aidait Moscou

L'hypocrisie française atteint son paroxysme concernant les relations avec

Moscou. Les États membres ont adopté en 2014 un embargo à la Fédération de Russie sur les exportations d'armes. Pourtant, la France a depuis transféré des équipements militaires de pointe à la Russie pour une valeur totale de 152 millions d'euros. Un armement qui a permis à Vladimir Poutine de moderniser sa flotte de tanks, d'avions et d'hélicoptères de combat. En Ukraine, ces équipements ont été utilisés pour frapper Zaporijjia et sa centrale nucléaire lors d'une opération qui aurait pu provoquer un incident nucléaire majeur.

## Nos dirigeants ne doivent pas être exempts de poursuites

C'est pourquoi j'ai demandé, avec le président du groupe des sénateurs écologistes Guillaume Gontard, l'ouverture d'une commission parlementaire d'enquête sur le sujet égyptien et au Procureur général François Molins de saisir d'office la Cour de justice de la République. J'ai également fait part de mes préoccupations quant à la lenteur de l'avancement du dossier déposé en 2019 par les ONGs concernant les ventes d'armes liées à la guerre au Yémen à la Cour Pénale Internationale au bureau du procureur lors de ma visite sur place en juin 2022. Alors que les conflits font rage à nos portes, nous voulons réaffirmer que l'Europe de la défense ne peut pas se construire sans cadre éthique commun. Cet objectif partagé est la condition sine qua non pour que l'Europe cesse d'être un nain géopolitique du fait de ses dissensions internes.

# Sécurité et défense : renforcer la coopération au niveau européen



© EU Naval Force Somalia

## MON OBJECTIF

→ Je veux que les États membres collaborent mieux entre eux pour construire une défense européenne plus intégrée, avec un rôle de contrôle parlementaire important pour le Parlement européen. Cela doit permettre d'utiliser nos budgets de défense nationaux mieux ensemble (moins d'argent pour les industriels de la défense, et des meilleures capacités de défense, interopérables pour les États membres).

**En février dernier, le groupe des Verts/ALE a rejeté le rapport annuel sur la Politique de sécurité et de défense commune, dirigé par la rapporteure libérale Nathalie Loiseau (LREM/Renaissance). En tant que rapporteur fictif pour notre groupe, j'ai dénoncé une approche immorale de la migration et un manque d'ambition pour une véritable intégration des moyens de défense européens.**

Plus que jamais, il apparaît urgent que l'Europe bâtisse une nouvelle politique qui garantisse la sécurité collective par laquelle elle parlera d'une seule voix. Alors que les défis sont majeurs, le rapport dirigé par Nathalie Loiseau regarde le monde par la petite fenêtre : l'instrumentalisation des migrant·e·s est qualifiée d'attaque hybride. C'est une première qui vient briser le consensus selon lequel les questions de migration relevaient de l'humanitaire et non d'enjeux stratégiques de sécurité. Une nouvelle digue est rompue par les libéraux, qui cautionnent ainsi les pires récits xénophobes de l'extrême droite et commettent une faute morale intolérable.

## Pour une politique de sécurité davantage intégrée

Les ambitions militaires du rapport s'apparentent quant à elles à des objectifs au rabais. Nos propositions sont au contraire ambitieuses pour le rôle de l'UE : nous appelons à accroître la coopération en matière de capacités de défense et la souveraineté technologique européenne, afin d'aboutir à une politique extérieure plus cohérente. Nous avons ainsi salué en mars certains aspects du texte de "Boussole stratégique" de la Commission, sorte de "livre blanc" visant à définir les grandes orientations de la sécurité et de la défense européennes jusqu'en 2030. Les États membres y expriment la volonté d'acquérir conjointement des équipements militaires développés via des programmes de l'Union européenne et le souhait de réviser le Fonds européen de défense pour encourager ce type d'acquisition. Cela va dans le bon sens. Il faut, cependant, aller plus loin : nous demandons un règlement européen contraignant sur ces exportations. Nous sou-

haitons aussi que d'autres pistes soient explorées : un quartier général militaire pleinement opérationnel au niveau de l'Union européenne ; la mise en place de forces militaires multinationales permanentes ; le développement de la clause de solidarité et d'assistance mutuelle en cas d'agression sur un État membre ; la hausse des moyens des missions civiles, de la prévention et de la médiation des crises.

## La sécurité au coeur des enjeux climatiques

Le Parlement européen a adopté en juin 2022 un rapport rédigé par les écologistes pour adapter les politiques de défense européennes au changement climatique. Le Parlement demande que le secteur de la défense contribue aux objectifs de neutralité carbone de l'Union, sans porter atteinte aux capacités opérationnelles des forces armées, qui sont les plus grandes consommatrices du secteur public de combustibles fossiles. Or, les forces armées européennes et le secteur industriel de la défense échappent encore aux objectifs de décarbonisation. En matière de défense commune, l'approche globale doit changer pour que l'Union réussisse ses objectifs carbone, tout en affrontant les défis de sécurité liés au climat de manière efficace. Nous avons réussi à intégrer à ce rapport que la protection de l'environnement, la lutte contre le changement climatique et les impacts liés au climat doivent systématiquement être pris en compte dans l'action extérieure de l'Union. Je me félicite également que le Parlement demande au Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de présenter, d'ici mi-2023, une évaluation de l'empreinte carbone et de l'impact environnemental de l'action extérieure de l'Union. À suivre !

## CARNET DE TERRAIN



Aux côtés de Delphine Batho et Yannick Jadot pour l'hommage à Samuel Paty, devant le collège du Bois-d'aulne à Conflans-Sainte-Honorine, le 16 octobre 2021.



Retrouvailles avec des visages connus lors de la retraite du groupe écologiste du Parlement européen, à Louans, du 25 au 28 avril 2022.



Parrainage républicain de Khatira - en demande d'asile et en danger dans son pays -, en présence de son avocate, au Parlement européen à Bruxelles, le 2 Février 2022.



Rassemblement en soutien au peuple ukrainien à Paris, Place de la République, le 24 février 2022.



Aux côtés des jeunes du centre info jeunesse du val d'Oise, au parlement européen à Strasbourg, le 3 mai 2022.



Marche pour le climat à Paris, place de la Nation - #Don't Look Up - le 12 mars 2022.

# Ni une ni d'oeufs, Mounir monte sur ses ergots

**Quand un habitant des Mureaux sollicite Mounir pour venir en aide aux multiples espèces d'oiseaux de sa rue, ni une ni deux, l'eurodéputé vole à leur secours.**

C'était moins une. En plein week-end, un administré, alerté par les affichettes apposées sur les troncs des arbres de sa rue, découvre un projet imminent d'élagage par la communauté urbaine GPSEO. Stupeur. Cet habitant est estomaqué par cette décision en pleine période de nidification, de floraison et de pollinisation. Cette mauvaise surprise valait bien un courriel au député européen écologiste. C'est bien beau de pondre des directives à Bruxelles mais là c'est vraiment le moment de vérifier si, à l'épreuve du terrain, les députés ne battent pas de l'aile.

Lorsque Mounir prend connaissance de l'alerte, les machines viennent tout juste de commencer leur travail. S'engage alors une course contre la montre.

Mounir Satouri décroche son téléphone, bien décidé à faire entendre aux responsables de l'élagage en cours les préconisations de l'Office Français de la Biodiversité et de la directive "oiseaux".

En 40 ans, 600 millions d'oiseaux ont disparu en Europe et les pollinisateurs jouent un rôle crucial dans la production d'un tiers de l'alimentation mondiale. Résultat : mise à l'arrêt du chantier tout juste débuté et report à la bonne saison. Ouf !

Mais, si le député avait un oiseau totem, ce serait le pivert... alors, l'idée c'est de continuer à marteler, cette fois plus haut.

Mounir Satouri sort alors sa plus belle plume et adresse un courrier à l' élu LREM en charge de l'environnement à la communauté urbaine. En réponse, l'édile prend un engagement : à l'avenir, les précautions prises dans la ville des Mureaux seront étendues aux 73 communes de GPSEO.





## Mon actualité à la rentrée 2022-2023

### SOCIAL

**Coût de la vie** : instauration d'un revenu minimum européen

**Europe** : coordination des régimes de sécurité sociale (suite)

**Travail** : Renforcer les droits des comités d'entreprises européens

**Logement** : appel à une directive de régulation des plateformes / lutte contre la précarité énergétique

**Santé** : une meilleure protection des travailleurs du désamiantage

### DROITS HUMAINS ET MIGRATION

**Egypte** : les Droits Humains et la COP 27 + suivi du monitoring de la Commission sur les ventes FR de cybersurveillance à l'Égypte

**Politique européenne de Voisinage Sud** avec axe particulier sur le suivi de la situation en Tunisie

**Conférence sur les droits humains** dans le Maghreb

**Rapatriement des enfants et mères français.e.s de Syrie**

**Sahara occidental** :

une étude objectivée  
**Recommandations** pour la protection internationale des journalistes

**Rapport sur l'accès à l'eau** comme droit humain  
**Campagne sur le travail forcé** avec notamment angle Ouïghour

### CLIMAT

**Aspect fiscal du Fit for 55** : tenir l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% en 2030 par rapport à 1990, dans un objec-

tif combiné de justice sociale.

### DÉFENSE /NUCLÉAIRE

**Coordination** autour du traité sur l'interdiction des armes nucléaires

**Suivi sur ce que l'UE peut apporter en matière de réparation** des dégâts humains et environnementaux des essais

Ce produit est certifié FSC®. La certification FSC® garantit que ces produits sont imprimés sur des matériaux provenant de forêts gérées selon des normes environnementales, sociales et économiques très strictes.



## Pour suivre mon actualité

[www.europeecologie.eu/depute-europeen/mounir-satouri](http://www.europeecologie.eu/depute-europeen/mounir-satouri)

### Contacts

mounir.satouri@europarl.europa.eu  
marion.jeune@europarl.europa.eu  
magalie.jurine@europarl.europa.eu  
aurelie.buytaert@europarl.europa.eu  
raphael.prats@la.europarl.europa.eu

Pour s'inscrire  
à ma Newsletter

